



Groupe de travail fédéral « Politiques de santé » élargi

Lundi 16 mai 2022 3ème réunion fédérale sur les services d'urgences en difficulté

Rapport introductif – Cédric Volait

Nous avons eu un congrès il y a peu de temps. La demande a été claire : un document d'orientation et un appel du congrès ont été validés. Maintenant, il faut voir comment on y répond tous ensemble en prenant des décisions et en mettant en place des actions concrètes.

Nous sommes dans une situation inédite : il n'y a jamais eu autant de fermetures de services d'urgences. Il n'y a jamais eu autant de manque de personnels. Il n'y a jamais eu autant de fermetures de lits. Il n'y a jamais eu un taux d'absentéisme aussi élevé partout.

Ça craque partout mais des zones de résistance se mettent en place dans plusieurs endroits.

Aux Urgences d'Orléans, il y a 90% de personnels en arrêt maladie par épuisement professionnel. Les médecins sont en grève illimitée depuis le 8 avril.

A Louis Mourier à l'AP-HP, il y a une grève aux Urgences sur la question des salaires, des effectifs et des moyens. Les personnels et le syndicat CGT ont chiffré précisément les revendications au niveau des salaires : ils demandent 300 euros pour tous. Au niveau des effectifs, ils ont chiffré les besoins en nombre de médecins, d'infirmières, d'aides-soignantes etc... Loin d'être isolés, les personnels des urgences ont invité les agents des autres services à les rejoindre lors de leurs AG du 5 mai. Résultat : plus de 100 personnels se sont réunis devant l'hôpital pour témoigner d'une situation similaire dans tous les services et apporter leur soutien aux grévistes. Du jamais vu !

Tous les jours, il y a de nouveaux préavis de grève qui arrivent : Dreux, Bordeaux, Angers, Caen, Auch, Brest, le CHIVA en Ariège, St Malo, Cahors... Draguignan qui se mobilise toujours... Il y en a de plus en plus.

On pourrait citer la situation des Urgences d'Oloron Ste Marie, où après une annonce brutale et immédiate de fermeture des Urgences, l'ARS a été contrainte de faire marche arrière suite à la réaction très rapide du syndicat CGT organisant un rassemblement gigantesque de 3000 personnes devant la sous-préfecture (soit le tiers de la ville). Devant le tollé général, l'ARS a été contrainte de reculer et de réouvrir les urgences en 3 jours alors qu'elle avait annoncé une fermeture pour 4 mois !

Oloron, c'est quand même la démonstration que la casse continue, qu'il y a une volonté de saccager l'hôpital, mais c'est aussi la démonstration qu'on peut les bloquer, qu'on peut les faire reculer, et qu'il faut mettre en avant, plus que jamais, nos revendications !

Même si ce n'est pas un service d'urgences, un autre très bon exemple d'actualité, c'est ce qui s'est passé à l'hôpital de Carhaix. Ce qui s'est passé, c'est incroyable ! Ils ont annoncé la fermeture d'un service de soins continus. Cela a entraîné un tel bazar local, que c'est le ministre lui-même qui a été obligé d'intervenir pour rétropédaler et annoncer que le service serait maintenu, quelques jours avant un rassemblement de 1000 personnes devant l'hôpital, quitte à mettre en difficulté la direction de l'hôpital qui va être obligé de réorganiser les différentes activités de l'hôpital pour pouvoir maintenir le service ouvert.

Cela démontre bien que ce sont eux qui continuent de casser partout mais que ce sont également eux qui ont entre leurs mains la solution pour que ça s'arrête. La preuve en est à Oloron ! La preuve en est à Carhaix !

Ce qui remonte des territoires, c'est souvent une volonté de résistance des personnels et des populations. Ce qui se dit partout c'est qu'il y a plusieurs mois d'avance sur les difficultés habituelles qui ont lieu généralement l'été. C'est pourquoi tout le monde craint énormément l'été qui arrive et ne voient pas comment ça va être possible. Les infirmières des urgences pédiatriques de Bordeaux, qui sont en grève illimitée depuis une quinzaine de jours disaient : "on attend le drame !". Des drames, il y en a eu récemment comme à Strasbourg, à Orléans ou à Nantes... Et les personnels le vivent très mal à chaque fois.

Notre Fédération a un rôle important à jouer dans la période en donnant la possibilité aux salariés et les moyens aux syndicats de résister et de bloquer cette marche au chaos.

Car dans la période, ça paraît très compliqué de compter sur une quelconque volonté du ministre de la Santé ou des ARS à arrêter cette dégradation. Puisque les injonctions qui sont données par les autorités actuellement sont : "N'allez pas aux urgences !"... "Appelez le 15 ou votre médecin traitant !"... Ce qui veut dire en substance « L'hôpital n'est plus accessible ». Rien n'est fait par le gouvernement pour

améliorer la situation. Bien au contraire, ils continuent à renverser leur responsabilité par rapport à ce qui se passe avec une volonté de culpabiliser les populations, comme si elles étaient responsables de "l'embolisation" des services actuellement. Et cela est totalement insupportable et inacceptable !

Et que dire des propos du ministre Véran ces derniers jours ?

Quand il est interrogé sur BFM, alors que les journalistes dénoncent partout la pénurie de personnels, que ça craque partout, et que tout le monde s'en rend compte, M. Véran dit "non, ce n'est pas un problème salarial, ce n'est pas un problème d'effectif, c'est un problème d'organisation". Une fois de plus le mépris est total, et la réponse de notre fédération doit être à la hauteur !

Un très bon exemple, sur leur volonté de ne pas améliorer la situation est la situation des personnels suspendus à l'hôpital. Malgré les propos de Macron, il ne se passe rien. Véran dit avoir saisi la Haute autorité de santé sur ce sujet, mais rien de concret à l'horizon non plus. Dans la situation actuelle, c'est encore plus impardonnable de laisser à la porte des hôpitaux plus de 15 000 suspendus, sans compter tous ceux qui sont en arrêt maladie pour ne pas être suspendus !

Quand les Urgences vont mal, ce sont ensuite les autres services de l'hôpital qui vont mal. Et quand les Urgences ferment partiellement ou totalement, on voit d'autres services qui ferment ensuite comme la radiologie, la chirurgie, etc...

Par rapport à tout ça, on a organisé deux réunions sur les services d'urgences en difficulté le 7 mars et le 4 avril. Il en est ressorti de ces réunions le constat que les Urgences sont la porte d'entrée de l'hôpital, mais que les Urgences pourraient également être une porte d'entrée de mobilisations de grande ampleur... pour les arrêter... comme à Louis Mourier, comme à Oloron.

Est-ce que réussir à mettre en mouvement et en grève les services d'urgence pourrait ensuite provoquer un effet "domino" pour mettre en mouvement les autres services partout en France ?

Pour l'instant, tous les services d'urgences ne sont pas en grève, mais il est incontestable qu'il y a une ébullition partout... et une colère partout aussi. C'est un processus qui se construit encore. D'ailleurs, nous avons envoyé à tous les syndicats une note fédérale accompagnée de modèles de cahiers revendicatifs pour aider à la mobilisation en étant au plus près des attentes des personnels.

Des cahiers revendicatifs remplis commencent à nous remonter. C'est bien, mais on souhaiterait en avoir davantage. Donc, la prochaine étape qu'on souhaite mener c'est de contacter tous les syndicats en lutte ou sur le point de rentrer en lutte pour leur proposer de les aider à construire ces cahiers revendicatifs.

Cela permettrait de créer davantage de liens entre la Fédération et les territoires comme cela a été rappelé au congrès par plusieurs délégués.

On constate une accélération des actions ces dernières semaines, et même si la situation peut être différente selon les territoires et selon les établissements, globalement, on entend la demande de nombreux syndicats d'avoir une date de mobilisation nationale, et de préférence avant les élections législatives, c'est à dire avant le 12 juin.

C'est ce que nous avons porté lors de la CE Fédérale du 13 mai.

D'ailleurs, cette proposition rentre aussi dans ce qui a été décidé lors du CCN de la semaine dernière avec un appel à organiser le maximum de mobilisation la semaine du 6 au 10 juin. Appel confédéral qui souligne également que plus il y aura un bloc de Députés progressistes à l'Assemblée Nationale, mieux ce sera pour nous.

Enfin la Commission Exécutive (C.E.) Fédérale CGT Santé et Action Sociale a pris la décision d'une date de mobilisation nationale le mardi 7 juin pour l'ensemble de notre champ.

Cette date nous permet d'y voir plus clair et de pouvoir affiner notre travail de préparation. Il nous faut multiplier les AG d'ici le 7 juin, aller partout au contact des personnels.

Au niveau de la fédération, nous allons réaliser un tract spécifique "Urgences", à côté du tract général qui sera également rédigé.

Au niveau des syndicats, d'ici le 7 juin il faudrait qu'il y ait un maximum de visibilité sur les Urgences qui craquent :

- déposer des préavis de grève et le faire connaître
- construire des cahiers revendicatifs avec les personnels et les rendre visible
- faire des assemblées générales
- faire des conférences de presse
- faire des photos et des vidéos
- mettre des banderoles et des affiches à l'entrée des services comme à Louis Mourier pour faire un zoom sur des urgences qui craquent et en mettant en avant nos revendications
- faire des tracts avec les collègues à destination de la population pour expliquer la situation dramatique et inédite, tout en leur faisant comprendre qu'on a besoin d'eux comme à la Collégiale de l'APHP.
- Continuer de dénoncer et de démontrer la responsabilité des ARS et du ministère
- ou même comme à Valence réaliser un clip et chanson diffusée sur internet par les agents

Etc... et toutes les initiatives qui iront dans ce sens !!! Et à faire remonter au mail luttés de la fédé pour diffusion bien sûr.

Après avoir réussi la première étape que nous nous étions fixés, consistant en un recensement des fermetures de lits et services menacés au travers de la carte de France qui est sur le site fédéral, le groupe de travail fédéral sur les Urgences (Groupe Politique de Santé), vous propose donc d'enclencher une nouvelle étape revendicative sur les urgences en difficulté dans l'objectif de créer tous ensemble le rapport de force pour réussir à arrêter cette casse de l'hôpital.

A vous la parole !